

GUÉRET: RENCONTRE NATIONALE DES COLLECTIFS DE DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

«Résister, rassembler, reconquérir»

Trois mots qui résument l'esprit de cette première rencontre nationale des collectifs de défense des services publics qui se tenait ce week-end à Guéret.

La chaleur écrasante qui régnait samedi et dans une moindre proportion dimanche matin, sous les toits de la salle de réunion de l'IRFJS de Guéret-Grancher, n'a pas empêché les participants à cette première rencontre nationale des collectifs de réfléchir en commun à une stratégie nationale future de défense des services publics. Sur les tables disposées autour de la tribune où avaient pris place Bernard Defaix l'animateur de toujours de cette lutte, Philippe Breuil le symbole des élus démissionnaires, et Jean-Jacques Lozach président du Conseil général à l'origine de la création du collectif creusois, les représentants des différents collectifs représentaient un échantillon assez représentatif, à la fois, des sensibilités de gauche qui conduisent le combat (PCF, LCR, ATTAC, PS, syndicalistes...) et géographique (Bretagne, Puy-de-Dôme,

Indre, Dordogne, Nord, Isère, Haute-Vienne, Aveyron, Marseille...) et un bon nombre de représentants d'autres collectifs s'étaient excusés, si l'on en

«Une rupture avec la conception libérale»

croit les organisateurs creusois de ces deux journées de rencontre. Alternant séances de travail en ateliers, puis en plénière, les défenseurs des services publics présents ont tenté lors de la journée de samedi de faire une photographie de la situation des services publics dans chacune des régions concernées, et qu'ils soient originaires de zones rurales reculées ou de grandes concentrations urbaines, la problématique est la même, et la liste des services publics retenant l'attention est identique : Poste, écoles, perceptions, EDF-GDF, SNCF... avec la



UNE QUINZAINE DE COLLECTIFS VENUS DE TOUTE LA FRANCE AUTOUR DE LA TABLE.

question: quel avenir pour les services publics ? et donc quelle organisation future serait souhaitable pour ces services ? Au-delà du sort des services publics dans leur ensemble, le sentiment partagé est bien que ce mouvement de défense des services publics se situe

aujourd'hui dans la parfaite continuité de la ligne du Non au référendum sur le traité constitutionnel avec un combat qui se situe résolument dans la ligne anti libérale défendue à cette occasion par le Non de gauche. «C'est la question structurante d'un choix de

société, martelait en introduction Bernard Defaix, une rupture avec la conception libérale». Et quant aux moyens d'y parvenir, «la lutte ne prendra toute l'ampleur, qu'à travers une synergie à construire entre élus politiques, forces syndicales, associations d'usagers», précise Bernard Defaix. Ainsi, pour le leader du mouvement creusois, la stratégie future peut se résumer en trois mots: «résister, rassembler, reconquérir». Résister au cas par cas «à la casse» en organisant systématiquement des mouvements sociaux; rassembler les diverses composantes de gauche pour globaliser contre le libéralisme, «on ne peut séparer lutte pour les services publics d'une lutte contre le libéralisme»; enfin, reconquérir, «conquérir de nouveaux secteurs, comme biens communs, non soumis à la rentabilité financière» (par exemple l'eau). Une démarche qui se veut donc à la fois pragmatique, concrète sur le terrain, mais dont

les objectifs vont bien au-delà d'un enjeu local et national, et qui s'inscrit dans une démarche européenne et mondiale avec l'AGCS. La manifestation du 5 mars à Guéret, avait déjà donné une idée assez précise d'une mobilisation qui a trouvé un prolongement plus politique le 29 mai, porté par les tenants du Non de gauche. Ne pas laisser tomber ces braises allumées un peu partout en France, c'est visiblement l'objectif redéfini une fois de plus ce week-end à Guéret par l'ensemble des participants. Reste à savoir si la dilution de l'ensemble de «ces énergies anti-libérales locales», dans une coordination nationale future, aura suffisamment de consistance pour peser sur les politiques engagées, actuelles et futures. C'est en tout cas l'ambition affichée de tous les participants à cette première rencontre nationale des défenseurs des services publics.

ALAIN BASTIDE

RÉACTIONS

Qu'attendez-vous de cette réunion ?



ANGE HERVIOU, CONSEILLER GÉNÉRAL PCF, COLLECTIF BRETAGNE
« Nous avons déjà trois collectifs départementaux en Bretagne, et organisé deux manifestations locales qui ont rassemblé 1.000 et 3.000 personnes. On se dit maintenant que d'être isolé n'est plus suffisant et que

l'idée d'une coordination nationale porteuse de propositions nationales serait importante dans la perspective de la future conférence nationale sur les services publics où nous pourrions apporter des contre-propositions, par exemple contre l'accord intervenu entre l'AMF et La Poste et qui officialise la transformation de bureaux de Poste en agences communales. On le voit bien, il faut rester mobilisés».



CHARLES BEAUCHAMPS, CONSEILLER GÉNÉRAL PCF, COLLECTIF NORD
«Notre collectif est composé de représentants des partis de gauche et de syndicalistes. Poste, écoles, perceptions... notre combat est le même que dans les zones rurales, ce n'est pas une question de population, notre région compte plus de 2

millions d'habitants, et c'est dans l'académie de Lille que l'on constate le plus grand nombre de suppressions de postes d'enseignants. Une coordination nationale qui est dans le prolongement du Non à la constitution, devrait nous permettre de réfléchir à la définition des services publics du XXI^e siècle, à la création de nouveaux services publics comme l'eau, ou pour les personnes âgées».